

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Compagnies Loblaw limitée annonce les résultats du premier trimestre de 2011¹⁾

BRAMPTON, ONTARIO Le 4 mai 2011 Les Compagnies Loblaw limitée (TSX : L) (« Loblaw » ou la « société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers non audités pour le premier trimestre clos le 26 mars 2011, selon l'évaluation des résultats non audités préliminaires pour cette période. Le rapport du premier trimestre de la société sera déposé sur SEDAR et disponible à l'adresse sedar.com.

Résumé du premier trimestre de 2011¹⁾

- Bénéfice net de base par action ordinaire de 0,58 \$, en hausse de 20,8 %
- Marge du BAIIA²⁾ de 6,6 %, comparativement à 6,2 % au premier trimestre de 2010
- Produits de 6 872 millions de dollars, en baisse de 0,6 % par rapport au premier trimestre de 2010
- Chiffre d'affaires et chiffre d'affaires des magasins comparables en baisse de 0,5 % et de 0,1 %, respectivement, par rapport à ceux inscrits pour le premier trimestre de 2010

« La société continue de réaliser des progrès quant à son plan de transformation, tout en commençant à se tourner vers les nouvelles possibilités de croissance qui s'offrent à elle », a déclaré M. Galen G. Weston, président du Conseil de Les Compagnies Loblaw limitée. « L'exécution de notre programme demeure une priorité, dans un marché qui se veut encore imprévisible et très concurrentiel. Nous nous attendons par ailleurs toujours à ce que notre investissement dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement ait des répercussions négatives sur notre résultat opérationnel en 2011. »

En raison de la transition aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS » ou « PCGR ») s'appliquant à compter du premier trimestre de 2011, tous les chiffres comparatifs pour 2010 présentés précédemment dans les états financiers consolidés préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR canadiens ») ont été retraités afin de les rendre conformes aux nouvelles normes adoptées. Voir la note 16 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2011 de la société pour obtenir plus d'information sur la transition aux IFRS et sur son incidence sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de la société.

Par suite de cette transition, la société compte deux secteurs opérationnels à présenter :

- le secteur **Vente au détail**, qui comprend principalement les produits alimentaires, ainsi que les produits pharmaceutiques, les produits de postes d'essence, les vêtements et les articles de marchandise générale;
- le secteur **Services financiers**, qui comprend les services de cartes de crédit, le programme de fidélisation de la clientèle, les services d'assurance et les services bancaires aux particuliers, offerts par l'intermédiaire de la division des services bancaires directs d'une grande banque à charte canadienne, ainsi que les services de télécommunications.

1) Le présent communiqué renferme des énoncés prospectifs. Voir les énoncés prospectifs à la page 5 du présent communiqué pour une analyse des principaux facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des conclusions, prévisions et projections formulées dans les présentes et pour connaître les principales hypothèses posées. Ce communiqué doit être lu en parallèle avec les documents que Les Compagnies Loblaw limitée dépose, à l'occasion, auprès des autorités en valeurs mobilières et qui peuvent être consultés à l'adresse sedar.com et à l'adresse loblaw.ca.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué.

Résultats opérationnels consolidés trimestriels

Pour les périodes closes le 26 mars 2011 et le 27 mars 2010 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2011 (12 semaines)	2010 (12 semaines)	Variation (en pourcentage)
Produits	6 872 \$	6 913 \$	(0,6 %)
Résultat opérationnel	303	289	4,8 %
Résultat net	162	132	22,7 %
Résultat net de base par action ordinaire (en dollars)	0,58	0,48	20,8 %
Marge opérationnelle	4,4 %	4,2 %	
BAIIA ¹⁾	455 \$	431 \$	5,6 %
Marge du BAIIA ¹⁾	6,6 %	6,2 %	

- Les produits se sont établis à 6 872 millions de dollars au premier trimestre de 2011. Cette baisse de 41 millions de dollars, ou 0,6 %, comparativement au premier trimestre de 2010, est essentiellement attribuable à la baisse des produits tirés des secteurs Vente au détail et Services financiers, comme il est décrit ci-dessous.
- Le résultat opérationnel s'est chiffré à 303 millions de dollars au premier trimestre de 2011, en hausse de 14 millions de dollars, ou 4,8 %, par rapport au premier trimestre de 2010. La marge opérationnelle s'est établie à 4,4 % au premier trimestre de 2011, comparativement à 4,2 % au premier trimestre de 2010. Ces augmentations sont attribuables aux améliorations de la marge brute et des frais de vente, frais généraux et charges administratives, comme il est décrit ci-dessous. Le résultat opérationnel consolidé comprenait les éléments suivants :
 - Des coûts marginaux de 43 millions de dollars liés à l'investissement de la société dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement, lesquels ont fait reculer de 0,11 \$ le résultat net de base par action ordinaire. Ces coûts incluent les éléments suivants :
 - une charge de 21 millions de dollars liée à des changements apportés au réseau de distribution, dont 16 millions de dollars de coûts marginaux;
 - une charge d'amortissement de 36 millions de dollars, dont 13 millions de dollars de coûts marginaux.
 - Une charge de 8 millions de dollars liée à un remaniement interne de l'entreprise visant les deux principaux formats de magasins de la société, soit le format escompte et le format conventionnel, qui a fait reculer de 0,02 \$ le résultat net de base par action ordinaire.
 - Des produits de 7 millions de dollars (une charge de 6 millions de dollars en 2010) attribuables à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à terme sur capitaux propres, laquelle a influé sur le résultat net de base par action ordinaire et a donné lieu à des produits de 0,01 \$ (charge de 0,01 \$ en 2010).
- Le résultat net du premier trimestre de 2011 a progressé de 30 millions de dollars, ou 22,7 %, par rapport à celui du premier trimestre de 2010, pour s'établir à 162 millions de dollars. Cette progression s'explique surtout par l'augmentation du résultat opérationnel, par une baisse des charges d'intérêts nettes et autres charges financières attribuable à la diminution nette de la dette à long terme, par une augmentation des produits d'intérêts nets sur les instruments dérivés financiers et par l'accroissement des produits d'intérêts à la suite de la hausse des taux d'intérêt à court terme et par la diminution de l'impôt sur le résultat.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué.

Les résultats consolidés trimestriels par secteur opérationnel se présentent comme suit :

Résultats opérationnels du secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 26 mars 2011 et le 27 mars 2010 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2011 (12 semaines)	2010 (12 semaines)	Variation (en pourcentage)
Chiffre d'affaires	6 757 \$	6 791 \$	(0,5 %)
Marge brute	1 554	1 542	0,8 %
Résultat opérationnel	285	265	7,5 %
Augmentation (diminution) du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,1 %)	0,3 %	
Marge brute	23,0 %	22,7 %	
Marge opérationnelle	4,2 %	3,9 %	

- Les facteurs suivants expliquent les principaux éléments de la variation du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail entre le premier trimestre de 2010 et le premier trimestre de 2011 :
 - le chiffre d'affaires des produits alimentaires n'a pas connu de croissance;
 - le chiffre d'affaires tiré des produits pharmaceutiques a légèrement diminué, en raison de la déflation causée par les changements apportés à la réglementation concernant les médicaments génériques sur ordonnance en Ontario et dans d'autres provinces et de l'ajout de certains nouveaux médicaments sur ordonnance à la liste des médicaments génériques;
 - les ventes de vêtements ont fléchi légèrement en raison en partie du temps froid inhabituel et de la date de la fête de Pâques;
 - le chiffre d'affaires tiré des autres articles de marchandise générale a diminué de façon modérée, en raison d'une diminution continue de la superficie en pieds carrés et de l'optimisation de la gamme et de l'assortiment des produits;
 - la majoration du prix de détail de l'essence et la légère hausse du volume des ventes ont généré une forte croissance du chiffre d'affaires des postes d'essence;
 - la société a enregistré une inflation interne moyenne trimestrielle modeste du prix des produits alimentaires au premier trimestre de 2011, inflation qui a été inférieure de 2,5 % (0,7 % en 2010) à l'inflation moyenne trimestrielle du prix des aliments au pays calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasins » (l'« IPC »). Au premier trimestre de 2010, la société avait enregistré une légère déflation interne moyenne trimestrielle du prix des produits alimentaires. L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la variété spécifique de produits vendus dans les magasins Loblaw.
- La marge brute s'est chiffrée à 1 554 millions de dollars, soit 23,0 % du chiffre d'affaires, au premier trimestre de 2011, en hausse de 12 millions de dollars comparativement à celle du premier trimestre de 2010, qui avait représenté 22,7 % du chiffre d'affaires. Cette progression est essentiellement attribuable à l'amélioration de la rentabilité des produits de marques contrôlées, à une plus grande efficacité au niveau de la prévention des pertes, au reclassement, dans la marge brute selon la loi, des indemnités professionnelles pharmaceutiques auparavant imputées aux frais de vente, frais généraux et charges administratives et au raffermissement du dollar canadien. Le moment de la mise en œuvre des programmes à l'intention des fournisseurs pour la période de Pâques et la hausse des frais de transport ont en partie contrebalancé ces améliorations.
- Le résultat opérationnel s'est chiffré à 285 millions de dollars au premier trimestre de 2011, en hausse de 20 millions de dollars, ou 7,5 %, par rapport à celui du premier trimestre de 2010, qui s'était élevé à 265 millions de dollars. La marge opérationnelle s'est établie à 4,2 % au premier trimestre de 2011, comparativement à 3,9 % en 2010. Cette augmentation tient à l'accroissement de la marge brute, aux efficacités en matière de main-d'œuvre, à l'amélioration du rendement des activités liées aux franchises de la société, au raffermissement du dollar canadien et à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à terme sur capitaux propres. L'incidence favorable de ces facteurs a été en partie neutralisée par les coûts marginaux liés à l'investissement de la société dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement ainsi que par la charge liée au remaniement interne de l'entreprise.

Résultats opérationnels du secteur Services financiers

Pour les périodes closes le 26 mars 2011 et le 27 mars 2010 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2011 (12 semaines)	2010 (12 semaines)	Variation (en pourcentage)
Produits	115 \$	122 \$	(5,7 %)
Résultat opérationnel	18	24	(25,0 %)
Montant moyen net des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	1 942 \$	1 985 \$	(2,2 %)
Créances sur cartes de crédit	1 887	1 874	0,7 %
Rendement annualisé sur le montant moyen brut des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	12,6 %	13,3 %	
Taux annualisé de créances irrécouvrables sur le montant moyen brut des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,6 %	6,3 %	

- Les produits dégagés au premier trimestre de 2011 se sont établis à 115 millions de dollars, en baisse de 7 millions de dollars, ou 5,7 %, par rapport à ceux du premier trimestre de 2010, qui s'étaient élevés à 122 millions de dollars. Cette baisse résulte principalement des meilleures pratiques de paiement des clients découlant de politiques de gestion du risque de crédit plus rigoureuses mises en œuvre en 2009. Bien que ces politiques aient donné lieu à une baisse des produits, elles ont eu des incidences favorables sur le taux de pertes sur créances, comme prévu.
- Le résultat opérationnel du premier trimestre de 2011 s'est établi à 18 millions de dollars, en baisse de 6 millions de dollars, ou 25,0 %, par rapport à celui du premier trimestre de 2010, qui s'était chiffré à 24 millions de dollars. Cette baisse résulte essentiellement du recul des produits et d'une augmentation des frais de commercialisation, en partie contrebalancés par une diminution de la provision pour pertes sur créances sur cartes de crédit.

La société a adopté une nouvelle démarche pour la publication des résultats financiers trimestriels. Désormais, les rapports des premier, deuxième et troisième trimestres et le rapport de gestion de la société ainsi que ses états financiers annuels et les notes y afférentes seront affichés uniquement sur le site Web de la société, à l'adresse loblaw.ca, et déposés auprès des organismes de réglementation canadiens en valeurs mobilières par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR). La société continuera de publier ses communiqués de presse trimestriels par l'intermédiaire des agences de transmission et sur son site loblaw.ca.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse de Loblaw contient des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société. Ces énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « pouvoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres expressions semblables, qui se rapportent à la société ou à sa direction. Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des faits historiques, mais reflètent plutôt les attentes actuelles de la société quant aux résultats et aux événements futurs.

Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes en conséquence desquels les résultats ou les événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles, notamment :

- la possibilité que les plans de la société ne se concrétisent pas et que ses objectifs ne se réalisent pas;
- l'évolution de la conjoncture économique, dont le taux d'inflation ou de déflation, et les variations des taux d'intérêt et des taux de change;
- des changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs;
- une intensification de la concurrence exercée par de nouveaux concurrents ou par des concurrents actuels;
- des changements dans les stratégies d'établissement des prix de la société ou de ses concurrents;
- l'incapacité des magasins franchisés de la société d'afficher la performance prévue;
- l'incapacité de réaliser une croissance des produits ainsi que les économies et l'efficacité opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment ses investissements dans les systèmes informatiques, la chaîne d'approvisionnement et d'autres mesures de compression des coûts ou les résultats imprévus associés à la mise en œuvre de ces initiatives;
- l'augmentation des coûts liés aux services publics et, notamment, à l'électricité et au carburant;
- l'incapacité de la société à mettre en œuvre avec succès les volets de son plan touchant l'infrastructure et les technologies de l'information;
- l'incapacité de l'infrastructure informatique à soutenir les besoins de la société;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à atténuer l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes;
- l'incapacité à mener à bien les projets importants en temps opportun, notamment le lancement de produits novateurs et reformulés ou la rénovation et l'ouverture de magasins;
- l'incapacité de la chaîne d'approvisionnement à répondre aux besoins des magasins de la société;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail;
- la modification du cadre législatif et réglementaire dans lequel la société exerce ses activités et l'incapacité de respecter ce cadre, y compris l'incapacité de respecter les lois et règlements sur l'environnement;
- l'adoption de nouvelles normes comptables et les changements dans l'utilisation des estimations comptables de la société;
- les fluctuations du bénéfice de la société par suite de la variation de la valeur de la rémunération fondée sur des actions et des contrats à terme sur capitaux propres relatifs à ses actions ordinaires;
- les changements dans les passifs d'impôts de la société, notamment l'impôt sur le résultat, et les taxes à la consommation, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales ou des cotisations futures;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments;
- l'incapacité de la société à recouvrer ses créances sur cartes de crédit;
- toute cotisation que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations définies par capitalisation en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle;
- l'incapacité de la société à recruter et à garder à son emploi des dirigeants clés;
- les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité des fournisseurs;
- l'incapacité de la société de tenir une documentation appropriée lui permettant d'assurer sa conformité aux règles, aux règlements et aux politiques comptables, fiscales ou juridiques.

Ces risques ainsi que d'autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques » du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2010 – revue financière de la société. Ces énoncés prospectifs reflètent les hypothèses actuelles de la direction à l'égard de ces risques et incertitudes et leur incidence respective sur la société.

En outre, d'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge sans importance à l'heure actuelle pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent communiqué de presse. La société n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les présents énoncés prospectifs que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, sauf dans la mesure où la loi l'exige.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA et la marge du BAIIA. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-après. Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

BAIIA et marge du BAIIA Le tableau qui suit rapproche le résultat avant impôt sur le résultat, charges d'intérêts nettes et autres charges financières et amortissement (le « BAIIA ») avec le résultat opérationnel, lequel est rapproché du résultat net établi conformément aux PCGR et présenté dans les états consolidés résumés des résultats intermédiaires non audités pour les périodes de douze semaines closes le 26 mars 2011 et le 27 mars 2010. La direction utilise le BAIIA pour évaluer le rendement des activités poursuivies de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses en immobilisations.

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les produits.

Pour les périodes closes le 26 mars 2011 et le 27 mars 2010 (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	2011 (12 semaines)	2010 (12 semaines)
Résultat net	162 \$	132 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :		
Impôt sur le résultat	68	70
Charge d'intérêts nette et autres charges financières	73	87
Résultat opérationnel	303	289
Ajouter l'incidence de l'élément suivant :		
Amortissement	152	142
BAIIA	455 \$	431 \$

États financiers consolidés et rapport de gestion annuels 2010

Le rapport annuel 2010 de la société est disponible sous l'onglet Centre des investisseurs du site Web de la société à l'adresse loblaw.ca ou à l'adresse sedar.com.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes en valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Kim Lee, vice-présidente, relations avec les investisseurs, au siège social national de la société ou par courriel à investor@loblaw.ca.

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 4 mai 2011, à 11 h (HNE).

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450. La rediffusion sera disponible deux heures après la téléconférence au 416-849-0833, code d'accès 54542931. Pour accéder à la webémission, veuillez visiter notre site, à l'adresse loblaw.ca, cliquer sur l'onglet Centre des investisseurs, sélectionner Événements et présentations, puis cliquer sur la webémission. Préinscription possible.

De plus amples renseignements se trouvent sur le site Web de Les Companies Loblaw limitée, à l'adresse loblaw.ca.